



la lettre d'information d' **Anne Sander**

Députée européenne
Questeure au Parlement européen

mars 2023

La plus grande ferme de France vient de fermer ses portes à Paris, après avoir remporté un véritable succès, comme tous les ans, depuis plus d'un demi-siècle.

Événement de référence, en France, mais aussi à l'étranger, le Salon International de l'Agriculture permet de rassembler tous les acteurs liés au monde agricole et agroalimentaire pour notamment échanger sur ses évolutions et ses perspectives. La guerre en Ukraine et les conditions climatiques ont agi comme un électrochoc, **orientant les discussions sur l'enjeu stratégique de la sécurité alimentaire et la capacité de l'UE à produire suffisamment** pour assurer à sa population une nourriture accessible sûre et garantir des approvisionnements stables en provenance des pays tiers.

En effet, bien que l'UE soit une puissance agricole de premier ordre, aujourd'hui elle n'est pas en capacité de produire en quantité suffisante, nous imposant d'importer certains produits. L'Europe ne devrait pas manquer de denrées alimentaires, nous évitant de devoir faire face à des pénuries. Néanmoins, **l'inquiétude se situe sur le front de l'explosion des prix alimentaires**, à laquelle nous assistons depuis plus d'un an maintenant. Celle-ci résulte en grande partie de l'augmentation vertigineuse des coûts des engrais et des matières premières qui impactent de fait les prix agricoles. **Cet engrenage pourrait se solder à terme par un impact négatif sur la productivité de l'agriculture européenne.**

Depuis 2019 et la Commission von der Leyen, l'Europe s'est engagée sur la voie du « Pacte vert », qui vise à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Même si je partage cette ambition forte et nécessaire, sa mise en œuvre, à travers la « Stratégie de la Ferme à la Table » m'inquiète fortement. En effet, **cette stratégie réunit tous les ingrédients de la décroissance agricole** : baisse

de la production, hausse des prix à la consommation et augmentation des importations en provenance des pays tiers.

Les propositions récentes de la Commission européenne pour une nouvelle réglementation sur les pesticides ou sur la restauration de la nature tendent inlassablement vers cette décroissance agricole qu'il nous faut redouter et mettant en danger notre sécurité alimentaire. Pour ma part, il ne peut pas y avoir de durabilité environnementale sans durabilité économique. Si aucune perspective économique n'est accordée aux agriculteurs, ils ne seront pas en capacité de réaliser leur transition. J'en suis persuadée, **la reprise en main de notre capacité productive européenne associée à une politique commerciale loyale permettront à l'Europe de garantir sa sécurité alimentaire**, tout en soutenant le monde agricole. C'est dans ce sens que je continue à me battre au Parlement européen.

Anne Sander

sommaire

en commissions
parlementaires
pages 2-4

en plénière
page 5-6

au Parlement européen
pages 7-8

en circonscription
pages 8-11

commissions
parlementaires

Produits provenant de la production de Foie gras

**NON À LA DISCRIMINATION
INJUSTIFIÉE !**

À mon initiative, nous sommes une dizaine de députés européens, à avoir adressé, fin janvier, un courrier au Commissaire européen à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski, pour faire part des fortes inquiétudes de la filière du Foie Gras, suite aux propositions de la Commission européenne d'instaurer de nouvelles normes de commercialisation et d'étiquetage pour la viande de volaille.

Ces dernières rendraient obligatoire une mention spécifique sur l'étiquetage de toutes les viandes de canards

ou d'oies issues d'élevages produisant du Foie gras. **Cela aurait pour conséquence de créer une discrimination non justifiée pour les produits issus de la production de Foie gras, seul secteur à être pointé du doigt.**

Alors que cette filière fait déjà face à de grandes difficultés dues à l'envolée des coûts de production mais aussi à la crise sanitaire liée à l'influenza aviaire, ces nouvelles normes viendraient clairement désavantager sur le marché de la viande de volaille, lui imputant une contrainte supplémentaire, face à des productions dont les

conditions d'élevage seraient de qualité moindre, notamment de productions venant de l'extérieur de l'Union Européenne.

Le secteur du Foie gras est une filière d'excellence qui contribue à la richesse et au dynamisme de certains territoires ruraux. Il représente également une tradition gastronomique ainsi qu'un savoir-faire, qu'il est essentiel de préserver. Pour toutes ces raisons, je demande au Commissaire européen de revoir sa copie.

Retrouvez mon courrier
<https://bit.ly/3YpH272>

Loi de restauration de la nature

**FAIRE PREUVE DE RÉALISME
ET DE MESURE**

Le 22 juin 2022, la Commission européenne a présenté une proposition de «Loi de restauration de la nature». Elle doit constituer la réponse de l'UE face à la perte de biodiversité, dans l'agriculture, les forêts, les océans et les zones urbaines. La proposition de loi européenne fixe des objectifs contraignants, dont un objectif

global de restauration de 20 % de la superficie terrestre et maritime de l'UE, d'ici à 2030, et de tous les écosystèmes nécessitant une restauration d'ici à 2050.

J'ai été nommée rapporteure pour avis pour la Commission « Agriculture et développement rural » du Parlement européen. Alors que le vote en plénière est prévu avant l'été, les consultations ont démarré et les premiers travaux ont abouti aux priorités suivantes que je défendrai :

- prise en compte de l'impératif de sécurité alimentaire,

- mise en garde sur la restauration d'une nature qui ne sera indéniablement plus ce qu'elle était, en raison du changement climatique,
- pas de préemption sur les objectifs d'autres législations européennes, comme la Politique Agricole Commune,
- allocation de fonds suffisants pour la restauration de la nature, sans piocher dans le budget de la PAC.

Alors que la Commission de l'Environnement du Parlement européen pourrait proposer des objectifs totalement irréalistes, dans les semaines à venir, en tant que rapporteure pour la Commission de l'Agriculture, je demande à faire preuve de réalisme et de mesure.

Certes, la restauration de la nature est une chose sérieuse, mais les indicateurs et mesures doivent rester pragmatiques pour les acteurs sur le terrain. Sans cela, cette loi ne se traduira que par des vœux pieux qui ne seront jamais atteints.



Fin de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035 en Europe

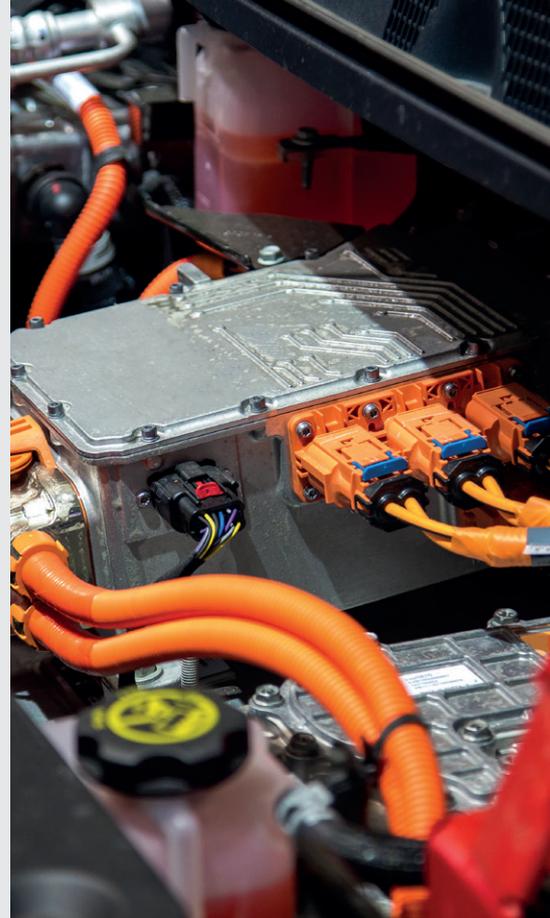
J'AI VOTÉ CONTRE

Au mois de février a eu lieu au Parlement européen à Strasbourg le vote final sur l'interdiction définitive de la vente de voitures neuves à moteur thermique à l'horizon 2035. J'ai voté contre cette proposition qui me paraît tout à fait irréaliste.

Avec certains de mes collègues, nous souhaitons porter une position plus équilibrée optant pour 90% de véhicules zéro

émission afin d'offrir une alternative aux véhicules électriques.

Il ne s'agit pas de s'opposer aux mobilités électriques, mais d'être pragmatique. L'industrie automobile génère 240 000 emplois en France et 12,5 Millions en Europe. Or, les filières européennes de batteries, de terres rares, nécessaires à la fabrication des véhicules électriques sont encore embryonnaires. Les installations de bornes en nombre suffisant ou encore la faible autonomie de ces véhicules sont autant de défis qu'il nous faudra relever. Imposer un tel choix serait alors un cadeau pour l'industrie chinoise et pourrait mettre en danger l'industrie automobile européenne et menacer son existence.



Conséquences de l'inflation sur le budget de la PAC

POUR UNE RÉVISION AMITIEUSE DU CADRE FINANCIER EUROPÉEN

Lors de la réunion de la Commission de l'Agriculture du Parlement européen du 9 janvier 2023, j'ai interpellé

Janusz Wojciechowski, Commissaire chargé de l'agriculture, sur les conséquences catastrophiques de l'inflation sur le budget de la Politique Agricole Commune, conséquences auxquelles le secteur agricole se trouve tout particulièrement exposé. Alors que je me suis déjà battue, au début du mandat, pour que le budget de la PAC ne soit pas amoindri dans le cadre financier pluriannuel 2021-2027, force est de constater qu'aujourd'hui

le contexte économique et la guerre en Ukraine l'ont bel et bien mis à mal, réduisant fortement les revenus des producteurs européens. **Cette PAC, dont les agriculteurs ont pourtant cruellement besoin, fond comme neige au soleil.** À cela s'ajoute, une réalité que je déplore profondément, qui consiste pour la Commission européenne à détourner le budget de la PAC vers le financement de nouvelles propositions qui sont sur la table, telles que l'indépendance énergétique, la réduction des pesticides ou encore la restauration de la nature. Autant de sujets qui nécessitent pourtant un véritable choc d'investissements pour notre continent, mais à mon sens, pas au détriment du revenu de nos agriculteurs. **J'ai demandé au Commissaire que la révision à mi-parcours du cadre financier européen permette de dégager les fonds supplémentaires qui seront nécessaires pour répondre aux immenses défis que le monde agricole se doit de relever.** Au-delà d'une question budgétaire, c'est avant tout de l'avenir de l'agriculture européenne dont il est question.

Retrouvez mon intervention :
<https://bit.ly/3KZvVi4>



Filière de la production de lait

INQUIÉTUDE DES ÉLEVEURS QUANT AUX INITIATIVES EUROPÉENNES

Le 31 janvier 2023, je recevais les élus de la Fédération nationale des producteurs de lait au Parlement européen. Les sujets législatifs actuellement sur la table et les initiatives portées par la Commission européenne

inquiètent particulièrement l'ensemble des filières de l'élevage. En tant que membre de la Commission de l'Agriculture et du Développement rural, je suis à leurs côtés dans les différents combats que les éleveurs mènent au niveau européen, notamment sur le sujet du renouvellement des générations, dans le cadre de la directive sur les émissions industrielles ou encore de la législation sur le bien-être animal.



Enjeux européens pour l'agriculture française

RENCONTRE AVEC LES ACTEURS DU TERRAIN

Le 10 février 2023, j'étais ravie d'accueillir au Parlement européen à Strasbourg, les

responsables d'agences et des marchés agricoles du Crédit Mutuel. Interdiction des pesticides, restauration de la nature et zones protégées, budget de la PAC, financement des transitions, émissions industrielles, autant de sujets sur lesquels il est important de pouvoir discuter avec le terrain pour alimenter nos réflexions et travaux au niveau européen.

Secteur des « grandes cultures » en France

ENJEUX POUR L'AVENIR

Les sujets que nous abordons en Commission de l'Agriculture du Parlement européen sont

nombreux et touchent à beaucoup de secteurs. C'est pourquoi, il est important de garder le contact avec les acteurs du terrain pour identifier leurs besoins et leurs problématiques. C'est dans ce cadre, que j'ai eu le plaisir d'accueillir au Parlement européen à Strasbourg, le 19 janvier 2023, une délégation de FranceAgriMer, l'établissement national des produits de

l'agriculture et de la mer. Nous avons notamment échangé sur les questions liées aux grandes cultures et aux financements de la PAC disponibles pour nos agriculteurs. La hausse des coûts de l'énergie ou encore les normes européennes liées aux pesticides et aux importations sont des préoccupations majeures sur lesquelles nous avons pu discuter en détail.



en plénière

Conflit en Ukraine

SOUTIEN DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le 24 février 2023 rappelait le triste anniversaire de l'invasion russe de l'Ukraine. Après avoir reçu le Président Volodymyr Zelensky à Bruxelles, le 9 février 2023, l'hémicycle strasbourgeois du Parlement européen a voté à une large majorité, le 16 février, lors de la session plénière, **une résolution condamnant fermement l'agression de Moscou et réitérant la solidarité avec le peuple ukrainien**. À cette occasion, nous avons réaffirmé notre soutien à la fourniture d'une assistance militaire à l'Ukraine, afin que le pays soit



en mesure de se défendre, mais aussi de reprendre le contrôle total de l'ensemble de son territoire, internationalement reconnu. Nous y invitons également les États membres de l'UE à adopter un paquet supplémentaire de sanctions contre la Russie et ses alliés, en élargissant fortement leur portée et en bloquant les tentatives de les contourner. Enfin, nous

considérons que les actifs russes gelés par l'UE devraient être utilisés pour reconstruire l'Ukraine. **J'apporte tout mon soutien au peuple ukrainien qui se bat pour défendre les valeurs de démocratie, liberté et paix que sont les fondements de l'Union européenne et pour retrouver son intégrité territoriale et son indépendance.**



Hausse des prix des engrais

GARANTIR LA DISPONIBILITÉ, L'ACCESSIBILITÉ ET L'AUTONOMIE À LONG TERME

Le conflit en Ukraine s'est montré révélateur de notre dépendance au gaz russe pour la production d'engrais, dont les prix ont augmenté de façon vertigineuse. Par ailleurs, la production d'engrais européenne ne permet pas de couvrir les besoins des agriculteurs, justifiant le recours à des importations en provenance de Russie notamment. En conséquence, au mois de février à Strasbourg, le Parlement européen a adopté **une résolution exhortant la Commission à assurer l'approvisionnement adéquat en engrais pour nos agriculteurs et à agir pour faire baisser les prix**. Car un approvisionnement stable en engrais est fondamental pour assurer le maintien de la production agricole et ainsi la sécurité alimentaire du continent européen.

Travailleurs des plateformes

VERS DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

Avec la multiplication des plateformes numériques, telles que Uber ou Deliveroo, le nombre de leurs travailleurs a considérablement augmenté. **Cet essor s'accompagne d'inquiétudes sur leur statut et la précarité de leur travail.** Suite aux travaux menés au sein de la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen, je me réjouis qu'une majorité des députés ait voté en faveur de l'ouverture des discussions pour **la mise en place d'un cadre pour améliorer leurs conditions de travail et surtout pour leur garantir l'accès aux droits sociaux.** Je me réjouis qu'une nouvelle étape soit franchie vers une Europe sociale.



Protection du statut des pompiers volontaires

BESOIN URGENT DE RÉPONDRE À L'INSÉCURITÉ ACTUELLE !

Investie depuis plusieurs années sur la question et face à l'immobilisme de la Commission européenne, j'ai demandé à ce qu'un nouveau débat soit organisé lors de la session plénière de février du Parlement européen à Strasbourg **en faveur de la création d'une initiative européenne visant à promouvoir**

l'engagement civique pour protéger et mieux soutenir les volontaires européens. En effet, la Cour de justice et son interprétation particulièrement large de la directive sur le temps de travail pourraient mettre en danger le volontariat en Europe, en assimilant le temps d'astreinte à un temps de travail. La justice européenne fragilise ainsi un système qui fonctionne et qui s'appuie sur quelques 3,5 millions de sapeurs-pompiers volontaires, véritable colonne vertébrale de la protection civile en Europe, tout particulièrement en France. Les événements climatiques extrêmes de l'été dernier sont la preuve que cet engagement est un pilier de notre société et que nous devons le protéger et l'encourager. Cette mobilisation de volontaires bénéficie, de manière générale, à la société dans son ensemble, grâce au lien social qu'elle assure en plus de la sécurité. **Nos sociétés sont riches de ces engagements volontaires.**

Retrouvez mon intervention :
<https://bit.ly/41NoDUC>



Au Parlement
européen

Présidence du Collège des Questeurs

MANDAT DE TRAVAIL SUR LE HARCÈLEMENT

La présidence du Collège des questeurs est exercée de manière tournante, tous les six mois, par un de ses membres. Mon collègue luxembourgeois, Christophe Hansen passait la main lors d'une cérémonie organisée à Strasbourg, le 17 janvier, en présence de

la Présidente du Parlement européen, Roberta Metsola. En sa qualité de nouvelle Présidente du collège des Questeurs et du Comité en charge des plaintes pour harcèlement, Monika Beňová s'est vue assigner un mandat spécifique pour les six mois à venir. Collégalement, nous sommes appelés à **élaborer des propositions**, en vue d'une future décision du Bureau. Même si notre institution est déjà très en avance par rapport à d'autres institutions nationales ou internationales, il nous faut renforcer nos politiques de lutte contre le harcèlement.



60 ans du Traité de l'Élysée

CÉLÉBRATION AU PARLEMENT EUROPÉEN À BRUXELLES



À l'occasion des 60 ans du Traité de l'Élysée, les délégations française et allemande du Parti Populaire Européen, présidées respectivement par François-Xavier Bellamy et Daniel Caspary, ont invité le Parlement européen à célébrer l'amitié franco-allemande. Sous le patronage de la Présidente Roberta Metsola, cet événement était l'occasion de **rappeler les engagements des deux pays mais aussi les fondements de paix à l'origine du projet européen.**

Siège du Parlement européen

ÉTAT D'AVANCEMENT DES DERNIERS INVESTISSEMENTS À STRASBOURG

Le Parlement européen continue à investir dans son siège à Strasbourg.

Et cela est une excellente nouvelle. En tant que Questeuse et membre du Groupe de travail sur les bâtiments, je souhaitais faire un point sur l'avancement des travaux que j'ai initiés dans le bâtiment Winston Churchill, qui n'était en partie plus en conformité. Cet espace a été repensé pour être multifonctionnel et

connecté pour s'adapter aux nouveaux modes de travail, mais aussi mieux répondre aux besoins des citoyens que nous accueillons dans nos locaux. La visite du chantier, le 14 février 2023, était l'occasion de remercier les équipes qui travaillent sur ce projet qui devrait ouvrir ses portes en novembre 2023.



Rencontres économiques au Parlement européen

ECHANGES SUR LES ENJEUX EUROPÉENS

J'étais ravie d'accueillir, le 15 février 2023, des dirigeants d'entreprises de l'Alsace du Nord, en présence de Paul Heintz, Conseiller d'Alsace, élu dans le canton de Wissembourg. **Crise de l'énergie, disponibilité de la main d'œuvre, contraintes normatives, investissements et développement, autant de sujets sur lesquels nous travaillons au niveau européen et qui impactent directement les entrepreneurs.**



Premières étapes de la réforme parlementaire

VERS PLUS D'INTÉGRITÉ, D'INDÉPENDANCE ET DE RESPONSABILITÉ

Le Qatargate a profondément bouleversé notre institution. Dans cette histoire, il faut tout d'abord rappeler qu'il s'agit d'une vaste affaire de corruption, dans laquelle les personnes

soupçonnées ont enfreint les règles. Je condamne bien entendu avec la plus grande fermeté ces faits, tout comme l'importante ingérence étrangère dans notre travail parlementaire, qui nous inquiète et inquiète légitimement nos concitoyens. Depuis plusieurs années déjà, **nous nous sommes engagés sur la voie de la transparence avec la mise en place de nombreuses règles, encadrant notamment les relations avec les représentants d'intérêts.** Me concernant, j'ai fait le choix d'accueillir, presque chaque

semaine, des citoyens, pour leur faire découvrir notre travail et expliquer le fonctionnement de notre institution. Après l'onde de choc, la réaction du Parlement européen et de sa Présidente a été rapide. Roberta Metsola, en lien avec le Bureau, dans lequel je siége, et la Conférence des présidents, a lancé **un vaste chantier de la réforme éthique du Parlement européen**, avec l'adoption de premières dispositions en février : renforcement des déclarations de conflit d'intérêts des députés, réglementation des groupes d'amitié avec des pays tiers, révision du registre d'accréditation, refonte du statut des anciens députés et anciens fonctionnaires, etc. Je déplore que la mesure phare sur l'obligation de publication des sources de financement des ONG n'ait pas été retenue, sous l'influence notamment des groupes Renew et de la gauche. Ce premier plan de réformes sera mis en œuvre rapidement et suivi de mesures à moyen et long terme, vaste chantier auquel je vais continuer à contribuer en tant que Première Questeuse. **C'est notre crédibilité et celle de l'ensemble du monde politique qui est en jeu. Nous devons ainsi faire preuve d'exemplarité pour que nos concitoyens continuent à nous accorder leur confiance.**



en circonscription



8 janvier 2023 - Cérémonie des vœux de la Corporation des Boulangers-Pâtisseries du Bas-Rhin à Reichshoffen



12 janvier 2023 - Découverte des nouvelles activités de M.KUBE à la Wantzenau avec Jean Moog, des Charpentes MOOG



16 janvier 2023 - Rencontre avec les dirigeants de la société Profine France à Marmoutier



17 janvier 2023 - Accueil au Parlement européen de Strasbourg du Conseil municipal de Forstfeld



20 janvier 2023 - Visite de l'entreprise Lilly Diabètes à Fegersheim



21 janvier 2023 - Commémoration de la bataille de Kilstett de 1945, en présence du Souvenir Français et du Maire, Francis Laas



22 janvier 2023 - Commémoration du 60^e anniversaire du Traité de l'Élysée sur le pont reliant Strasbourg et Kehl



23 janvier 2023 - Rencontre avec les dirigeants de l'entreprise Alsachim à Illkirch, spécialisée dans le domaine médical



27 janvier 2023 - Visite des entreprises Werit et Schiller France, implantées à Wissembourg



27 janvier 2023 - Traditionnelle galette des rois des Républicains de la 8^e circonscription du Bas-Rhin à Dalhunden, à l'invitation de Michel Degoursy



27 janvier 2023 - Accueil des élus de la Plaine de Colmar au Parlement européen



29 janvier 2023 - Fête des aînés de la Commune de Kesseldorf, en compagnie du Maire Christophe Klein



1 février 2023 - Échanges avec des agriculteurs du Nord-Pas-de-Calais au Parlement européen



3 février 2023 - Salon des vignerons indépendants à Strasbourg, en présence de Jean-Marie Fabre, Président national et Francis Backert, Président régional



6 février 2023 - Assemblée générale des Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin à Berstett, sous la présidence de Yanis Baltzer



4 février 2023 - Assemblée générale du Souvenir français de Brumath, avec son Président Claude Schmitt



7 février 2023 - Rencontre avec les Jeunes Républicains et François-Xavier Bellamy au Parlement européen à Bruxelles



8 février 2023 - A Paris, avec mes collègues parlementaires Les Républicains, en soutien aux agriculteurs français pour demander la fin des surtranspositions françaises

13 février 2023 - À Rittershoffen, visite du site de géothermie d'Électricité de Strasbourg, avec le Ministre de l'Industrie, Roland Lescure



14 février 2023 - Accueil des élus de Moyennoutier au Parlement européen à Strasbourg



14 février 2023 - Accueil des élus de Forstheim pour une visite du Parlement européen de Strasbourg



16 février 2023 - Échange avec la promotion 2023 de l'école des cadres de la Chambre d'agriculture Alsace



16 février 2023 - Accueil au Parlement européen des élus de la Commune de Wiesviller

27 février au 1^{er} mars 2023 - Retour en images sur le Salon de l'Agriculture à Paris, où j'ai passé trois journées auprès des filières végétales et des grandes cultures, du lait, de l'élevage et des secteurs de la viande, des filières viticoles et brassicoles et avec les acteurs institutionnels du monde agricole.





ANNE SANDER DÉPUTÉE EUROPÉENNE QUESTEURE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Née en 1973, à Haguenau en Alsace, et Docteure en Économie diplômée de l'Université de Strasbourg, Anne Sander a été élue en mai 2019 pour un second mandat de Députée européenne. Membre titulaire de la Commission de l'Agriculture et du Développement rural et membre suppléante de la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales, elle siège également au Bureau du Parlement européen, en sa qualité de Questure. Vice-présidente de la fédération Les Républicains du Bas-Rhin, elle est affiliée au Parti Populaire Européen.

Outre ses activités parlementaires, elle s'investit particulièrement sur les thématiques de la coopération transfrontalière, en créant en 2014 un groupe de travail au Parlement européen, et s'engage fortement en faveur du siège du Parlement européen à Strasbourg.



ME CONTACTER

par courrier
Parlement européen
1, avenue du Président Robert Schuman - 67070 Strasbourg

✉ anne.sander@ep.europa.eu

☎ +33 3 88 17 75 25

www.annesander.eu

 Anne Sander

 @AnneSanderElue

 [anne.sander.elue](https://www.instagram.com/anne.sander.elue)